

Source	<i>Le Point</i> n° 1832
Date	25 octobre 2007
Signé par	Franz-Olivier GIESBERT

L'état de grâce n'est pas encore mort que, déjà, tout le monde a anticipé sa fin. La France s'en retourne peu à peu à ses habitudes, ses psychodrames et ses grèves du service public.

C'est une maladie nationale. Un mélange d'aigreur, de nombrilisme, de haine de soi et de la société. Montaigne avait noté : « *Mettez trois Français ensemble dans le désert de Libye, ils ne seront pas un mois sans s'égorger.* »

On ne s'égorge plus, non, ce n'est plus tendance, mais tout est bon pour se chercher noise, fût-ce la lettre de Guy Môquet, qu'il ne faudrait pas lire dans les écoles pour des raisons aussi oiseuses que foireuses.

Dans un petit livre qui en dit très long et qu'il faut lire d'urgence (1), deux économistes apportent une explication à ce mal-être français : la défiance, sur fond d'immobilisme, de réglementation, de corporatisme et, ce qui va souvent ensemble, de corruption. Ils assurent que si on avait aussi bon esprit que les Suédois notre PIB se serait accru de 5 %, soit 1 500 euros supplémentaires par personne.

À l'égard du Parlement ou de la justice, notre déficit de confiance nous met au niveau, c'est tout dire, de pays comme le Mexique, la Turquie ou la Russie. Sans oublier que la France est la nation où il y a le moins de monde, dans les études d'opinion, pour « *trouver injustifiable de réclamer indûment des aides publiques* ». Ou, chose sidérante, « *d'accepter un pot-de-vin dans l'exercice de ses fonctions.* » On voit ce qu'il nous reste à faire : construire au plus vite une démocratie irréprochable. Avec du civisme et une morale, si ce n'est pas trop demander aux messieurs de l'UIMM et à tous les autres.